



Convention relative aux actions de prévention spécialisée de l'association pour l'Action Socio-Educative (A.P.A.S.E.)

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil général en exercice, Monsieur Alain Cottalorda, dûment habilité à signer la présente convention par décision de la commission permanente du 21 novembre 2014.

Ci-après dénommé le Département,

Et

L'Association pour l'Action Socio-Educative (A.P.A.S.E.), dont le siège est situé 11 rue Paul Eluard 38600 Fontaine, représentée par sa Présidente Madame Christiane Boranga ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée l'association,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 98-4906 en date du 26 novembre 1998 relatif à l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et l'arrêté n°2008-10176 en date du 24 octobre 2008 relatif à l'autorisation de fonctionnement, délivrés au service de prévention spécialisée de l'association A.P.A.S.E ;

Vu le rapport d'orientation relatif à la prévention spécialisée adopté par l'assemblée permanente le 6 février 2004 ;

Vu la décision de l'assemblée départementale en date du 12 décembre 2013 approuvant la charte déontologique de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention ;

Vu la charte de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention cosignée par le Département et l'association A.P.A.S.E.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le code de l'action sociale et des familles (article L.221-1) précise que le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du Département chargé notamment parmi les autres missions indiquées, « d'organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L.121-2 ». Les actions mentionnées au 2° de l'article 121-2 sont les « actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ».

Au titre de l'article L.312-1, I, 1°, les services de prévention spécialisée sont des services relevant de la catégorie des établissements et services sociaux et médico-sociaux. En application de l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, le service de prévention spécialisée de l'association A.P.A.S.E, comme indiqué dans les considérants, est autorisé et habilité par le Président du Conseil général de l'Isère.

Par ailleurs, l'assemblée départementale a adopté le 12 décembre 2013 les orientations départementales relatives à la prévention spécialisée. Ces orientations ont pour objectif de définir un cadre de référence de la prévention spécialisée devant prendre en compte l'évolution des problématiques éducatives et sociales, incluant celles relatives à la sécurité publique.

Elles affirment notamment le fondement éducatif de l'action de la prévention spécialisée, complémentaire d'autres interventions, auprès :

- de jeunes en risque de marginalisation ou de ségrégation sociale et culturelle,
- de jeunes en conflit ouvert avec leur environnement,
- de jeunes en danger d'isolement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les actions menées par l'association et détermine les modalités de financement du Département associées à ces actions.

Article 2 : Dispositions générales

Conformément au code de l'action sociale et des familles, le Président du Conseil général de l'Isère a délivré à l'association A.P.A.S.E, l'autorisation de fonctionnement prévue dans son article L.313-1-1 pour les établissements et services relevant de l'article L.312-1, I, 1° par arrêté n°2008-10176. Elle a par ailleurs été habilitée par arrêté n°4906 du 26 novembre 1998.

Le Département de l'Isère confie à cette association la mise en œuvre de la mission de prévention spécialisée sur le territoire de la Direction territoriale de l'Agglomération grenobloise : secteurs Couronne du Nord-grenoblois et la Couronne du Sud-grenoblois, notamment sur les communes de Fontaine, de Pont-de-Claix, d'Echirolles, de Saint-Martin-le-Vinoux et de Saint-Egrève.

Cette mission s'exerce en cohérence avec les autres actions de prévention menées sur ces territoires par le Département et les autres partenaires de ce secteur d'activité.

La définition des objectifs et des modalités d'intervention de l'association doit être élaborée en concertation avec le directeur du territoire d'intervention, l'Agglomération grenobloise, et les représentants des communes concernées qui sont des partenaires essentiels dans ce domaine.

Ce projet est établi en référence au diagnostic partagé par l'ensemble des intervenants auprès des jeunes sur le territoire d'intervention de l'association.

Article 3 : Engagements du Département

3.1 – Obligations générales

Le Département, au titre de ses compétences :

- fixe au niveau départemental les publics prioritaires et les partenariats à développer concernant particulièrement l'animation, l'éducation, l'insertion et la sécurité,
- met en place des modalités d'évaluation des actions entreprises,
- impulse des modalités de partenariat avec les professionnels de la prévention spécialisée, en conformité avec les orientations départementales,
- soutient l'élaboration de projets d'intervention adaptés aux besoins recensés,
- favorise la participation de la prévention spécialisée aux instances de pilotage des dispositifs mettant en œuvre les politiques publiques concourant à cette mission.

3.2 – Financement

Conformément à l'article R.314-105 3° du code de l'action sociale et des familles, le financement du service de prévention spécialisée de l'association est assuré sous la forme d'une dotation globale versée par le Département dans les conditions précisées aux articles R.314-106 à R.314-109 de ce code. En application de ce même code, le montant des charges nettes d'exploitation est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil général.

La fixation de la dotation globale des actions de prévention spécialisée est réalisée conformément aux modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.314-1 et R.314-1 et suivants.

La dotation globale est versée sous forme de douzième conformément à l'article R.314-105 du code de l'action sociale et des familles.

En application de l'article R.314-108, dans le cas où la dotation globale de financement n'a pas été arrêtée avant le 1^{er} janvier de l'année de l'exercice en cause, et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, le Département règle des acomptes mensuels égaux au douzième du montant de la dotation globale de l'exercice antérieur. Dans ce cas, la régularisation s'effectuera le mois suivant la notification de l'arrêté prévu au premier alinéa de l'article susvisé et en un seul versement.

Le montant de la régularisation correspondra à la différence entre le total des acomptes versés avant la notification de l'arrêté et le total des douzièmes qui auraient dû être versés si la dotation globale avait été fixée au 1^{er} janvier de l'année. Si un trop perçu est constaté, le montant sera déduit du douzième versé suivant la notification de l'arrêté. Si les acomptes versés représentent une somme moins importante que les douzièmes qui auraient dû être versés si le budget avait été fixé au 1^{er} janvier, le reliquat sera versé avec le douzième payé suivant la notification de l'arrêté.

Article 4 : Obligations de l'association

4.1 – Obligations générales

L'association s'engage :

- à se conformer aux orientations fixées dans le rapport d'orientation précité,
- à se référer aux principes contenus dans la charte,
- à participer à la commission locale de prévention spécialisée, chargée de procéder régulièrement aux ajustements nécessaires selon l'évolution des problématiques constatées et de mettre en place un processus d'évaluation des actions entreprises

4.2 Obligations financières et comptables

L'association tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et aux dispositions réglementaires en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312.1 du code de l'action sociale et des familles. Elle respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Conformément à l'article R.314-3 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille avant le 31 octobre de l'année qui précède celle à laquelle elles se rapportent, les propositions budgétaires et leurs annexes. Ces documents sont accompagnés des objectifs d'intervention.

Conformément à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille, avant le 30 avril de l'année n+1, le compte administratif. Il est accompagné du rapport d'activité mentionné à l'article R.314-50 du code de l'action sociale et des familles et du rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée dont la trame est fixée par celle-ci.

L'ensemble de ces documents est à adresser à :

Département de l'Isère
Direction de l'insertion et de la famille
17-19 rue Commandant l'Herminier – B.P. 1096
38022 Grenoble cedex 1

Le rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée doit être également transmis aux Directeurs de l'Agglomération grenobloise et Voironnais Chartreuse :

Département de l'Isère
Direction de l'Agglomération grenobloise
32, rue de New York
CS 60097
38024 Grenoble cedex 1

En cas d'absence des documents demandés aux dates indiquées, le Département de l'Isère sera en droit de suspendre son financement.

4.3 Instances

L'association sera invitée à participer à :

- une commission départementale « Prévention Jeunesse » qui se réunit au moins une fois par an sous la présidence du Conseil général. Elle est composée de conseillers généraux, de représentants élus, des collectivités territoriales, des associations habilitées à conduire la Prévention spécialisée, les chantiers éducatifs et des organismes ayant une mission d'animation de prévention. Elle définit les orientations prioritaires, les objectifs généraux ainsi que les modalités d'évaluation des objectifs fixés, préalablement à l'élaboration des conventions et dans le respect du rapport d'orientation..
- des coordinations techniques territoriales « Prévention Jeunesse » composées des représentants de la Direction territoriale et de la Direction de l'insertion et de la famille du Conseil général de l'Isère, des collectivités locales (communes, EPCI) et de l'association de prévention spécialisée et/ou de l'animation de prévention intervenant sur ce territoire. Elles définissent chaque année les objectifs en fonction des besoins recensés sur le territoire. Elles procèdent à l'évaluation de la réalisation de ces objectifs dans le respect des orientations départementales et des conventions.

A la demande des membres d'une coordination technique territoriale «Prévention Jeunesse, une réunion avec les élus peut être mise en place.

Les conseils d'administration des associations et autres organes délibérant fixent des orientations à leurs services en référence aux orientations départementales et éventuels protocoles conclus avec les différentes collectivités locales des territoires sur lesquels interviennent les équipes.

Afin de renforcer le partenariat, les coordinations techniques territoriales pourront mettre en place des documents cadres précisant les modalités de collaboration technique pour la mise en œuvre des missions d'animation de prévention et de prévention spécialisée dans les territoires. Ces modalités seront discutées lors des coordinations territoriales et adaptées aux réalités et enjeux territoriaux.

4.4 Obligations administratives

L'association s'engage à informer « sans délai » et par écrit le Département de tout changement intervenant dans ses statuts et de toute autre modification associative.

La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la convention et le reversement des sommes au prorata du budget annuel prévisionnel non réalisé.

4.5 Obligations de responsabilité et d'assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrit tout contrat d'assurance de nature à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Sur demande du Département, l'association devra justifier de l'existence des polices d'assurance.

4.6 Obligations diverses, sociales et fiscales

L'association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à son objet.

Elle fait son affaire personnelle de toutes taxes et redevances futures ou présentes constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché en aucune façon à ce sujet.

L'association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel.

4.7 Contrôle par le Département

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatées par lui pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département.

Article 5 Communication

5.1 Communication institutionnelle

Pour le service de prévention spécialisée le signataire de la présente convention devra faire figurer dans l'ensemble des courriers, notifications, documents, actes de facturation ou de versement financier la formule suivante : Action de prévention spécialisée conduite pour le compte du Conseil général de l'Isère, dans le cadre de sa politique publique : enfance et famille.

Les lettres et supports de communication (dépliants, affiches, etc) comporteront le logotype ci-dessous :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire les supports et chartes permettant la réalisation de cette communication, elle devra être destinataire d'un jeu de papeterie ou autre support réalisé.

Le non-respect des clauses de communication et d'identification visées aux articles 5 expose le prestataire à une pénalité correspondant à 10 % du total du montant de la prestation appliquée au moment de la présentation du rapport final de l'action. Le prestataire s'engage à assurer le libre accès aux dossiers et locaux, aux agents du Conseil général ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

5.2 Identification

Le signataire de la présente convention devra faire figurer sur le bureau des agents et services qu'il mobilise pour le compte du Département dans le cadre de la présente convention, un chevalet et une étiquette de bureau identifiant la déclinaison suivante :

- Lorsque le prestataire agit dans un bâtiment départemental, l'étiquetage des bureaux mentionnera uniquement le nom de la personne occupante ou la nature de l'activité, sans exigence de charte graphique.
- Lorsque le prestataire agit dans un bâtiment non départemental, les bureaux seront étiquetés et équipés de chevalets de la manière suivante :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire la signalétique et les chevalets permettant la réalisation de cette identification.

Article 6 : Evaluation

Le Département procèdera à l'évaluation des actions en organisant deux réunions par territoire d'intervention en présence d'un représentant de la Direction territoriale du territoire d'intervention, Agglomération grenobloise et Voironnais Chartreuse, éventuellement d'un représentant de la Direction de l'insertion et de la famille ainsi que des partenaires impliqués dans ces actions.

La première réunion permettra d'effectuer un bilan d'étape et sera organisée à mi année 2015.

Lors de la seconde réunion, qui se tiendra à mi année 2016, après réception du rapport d'activité de l'association, l'ensemble des actions réalisées en 2015 seront évaluées.

Article 7 : Durée

La présente conventions d'objectifs est établie pour les années 2015, 2016 et 2017 et prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Article 8 : Résiliation de la convention

Elle est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficulté d'appréciation quant au contenu de la convention, les parties rechercheront toutes solutions amiables avant de recourir à la voie contentieuse.

Article 9 : Cessibilité

La présente convention ne saurait être cédée, ni transmise.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux dont deux remis au Département et un original à l'association.

Fait à Grenoble, le

La Présidente
de l'A.P.A.S.E

Christiane Boranga

Le Président du Conseil général
de l'Isère

Alain Cottalorda



Convention relative aux actions de prévention spécialisée de l'association Comité Dauphinois d'Action Socio-Educative (C.O.D.A.S.E)

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil général en exercice, Monsieur Alain Cottalorda, dûment habilité à signer la présente convention par décision de la commission permanente du 21 novembre 2014.

Ci-après dénommé le Département,

Et

L'Association Comité Dauphinois d'Action Socio-Educative (C.O.D.A.S.E.), dont le siège est situé 21 rue Anatole France 38100 Grenoble, représentée par son Président Monsieur Jean Balestas, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée l'association,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 98-4908 en date du 26 novembre 1998 relatif à l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et l'arrêté n°2008-10177 en date du 24 octobre 2008 relatif à l'autorisation de fonctionnement, délivrés au service de prévention spécialisée de l'association C.O.D.A.S.E ;

Vu le rapport d'orientation relatif à la prévention spécialisée adopté par l'assemblée permanente le 6 février 2004 ;

Vu la décision de l'assemblée départementale en date du 12 décembre 2013 approuvant la charte déontologique de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention ;

Vu la charte de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention cosignée par le Département et l'association C.O.D.A.S.E.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le code de l'action sociale et des familles (article L.221-1) précise que le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du Département chargé notamment parmi les autres missions indiquées, « d'organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L.121-2 ». Les actions mentionnées au 2° de l'article 121-2 sont les « actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ».

Au titre de l'article L.312-1, I, 1°, les services de prévention spécialisée sont des services relevant de la catégorie des établissements et services sociaux et médico-sociaux. En application de l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, le service de prévention spécialisée du C.O.D.A.S.E, comme indiqué dans les considérants, est autorisé et habilité par le Président du Conseil général de l'Isère.

Par ailleurs, l'assemblée départementale a adopté le 12 décembre 2013 les orientations départementales relatives à la prévention spécialisée. Ces orientations ont pour objectif de définir un cadre de référence de la prévention spécialisée devant prendre en compte l'évolution des problématiques éducatives et sociales, incluant celles relatives à la sécurité publique.

Elles affirment notamment le fondement éducatif de l'action de la prévention spécialisée, complémentaire d'autres interventions, auprès :

- de jeunes en risque de marginalisation ou de ségrégation sociale et culturelle,
- de jeunes en conflit ouvert avec leur environnement,
- de jeunes en danger d'isolement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les actions menées par l'association et détermine les modalités de financement du Département associées à ces actions.

Article 2 : Dispositions générales

Conformément au code de l'action sociale et des familles, le Président du Conseil général de l'Isère a délivré au C.O.D.A.S.E, l'autorisation de fonctionnement prévue dans son article L.313-1-1 pour les établissements et services relevant de l'article L.312-1, I, 1° par arrêté n°2008-10177. Elle a par ailleurs été habilitée par arrêté n°4908 du 26 novembre 1998.

Le Département de l'Isère confie à cette association la mise en œuvre de la mission de prévention spécialisée sur le territoire de la Direction territoriale Agglomération grenobloise, dans les quartiers suivants : Abbaye, Alma-Hoche, Capuche, Chorrier-Berriat, Jouhaux-Bajatière, Teisseire, Mistral, Village olympique, Villeneuve, le centre-ville en direction d'un public non résident et la couronne du sud-grenoblois (Eybens), et sur le territoire de la Direction territoriale Voironnais-Chartreuse (Voiron et le Pays voironnais).

Cette mission s'exerce en cohérence avec les autres actions de prévention menées sur ces territoires par le Département et les autres partenaires de ce secteur d'activité.

La définition des objectifs et des modalités d'intervention de l'association doit être élaborée en concertation avec les directeurs des territoires d'intervention de l'Agglomération grenobloise et de Voironnais Chartreuse, et les représentants des communes concernées qui sont des partenaires essentiels dans ce domaine.

Ce projet est établi en référence au diagnostic partagé par l'ensemble des intervenants auprès des jeunes sur le territoire d'intervention de l'association.

Article 3 : Engagements du Département

3.1 – Obligations générales

Le Département, au titre de ses compétences :

- fixe au niveau départemental les publics prioritaires et les partenariats à développer concernant particulièrement l'animation, l'éducation, l'insertion et la sécurité,
- met en place des modalités d'évaluation des actions entreprises,
- impulse des modalités de partenariat avec les professionnels de la prévention spécialisée, en conformité avec les orientations départementales,
- soutient l'élaboration de projets d'intervention adaptés aux besoins recensés,
- favorise la participation de la prévention spécialisée aux instances de pilotage des dispositifs mettant en œuvre les politiques publiques concourant à cette mission.

3.2 – Financement

Conformément à l'article R.314-105 3° du code de l'action sociale et des familles, le financement du service de prévention spécialisée de l'association est assuré sous la forme d'une dotation globale versée par le Département dans les conditions précisées aux articles R.314-106 à R.314-109 de ce code. En application de ce même code, le montant des charges nettes d'exploitation est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil général.

La fixation de la dotation globale des actions de prévention spécialisée est réalisée conformément aux modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.314-1 et R.314-1 et suivants.

La dotation globale est versée sous forme de douzième conformément à l'article R.314-105 du code de l'action sociale et des familles.

En application de l'article R.314-108, dans le cas où la dotation globale de financement n'a pas été arrêtée avant le 1^{er} janvier de l'année de l'exercice en cause, et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, le Département règle des acomptes mensuels égaux au douzième du montant de la dotation globale de l'exercice antérieur. Dans ce cas, la régularisation s'effectuera le mois suivant la notification de l'arrêté prévu du premier alinéa de l'article susvisé et en un seul versement.

Le montant de la régularisation correspondra à la différence entre le total des acomptes versés avant la notification de l'arrêté et le total des douzièmes qui auraient dû être versés si la dotation globale avait été fixée au 1^{er} janvier de l'année. Si un trop perçu est constaté, le montant sera déduit du douzième versé suivant la notification de l'arrêté. Si les acomptes versés représentent une somme moins importante que les douzièmes qui auraient dû être versés si le budget avait été fixé au 1^{er} janvier, le reliquat sera versé avec le douzième payé suivant la notification de l'arrêté.

Article 4 : Obligations de l'association

4.1 – Obligations générales

L'association s'engage :

- à se conformer aux orientations fixées dans le rapport d'orientation précité,
- à se référer aux principes contenus dans la charte,

- à participer à la commission locale de prévention spécialisée, chargée de procéder régulièrement aux ajustements nécessaires selon l'évolution des problématiques constatées et de mettre en place un processus d'évaluation des actions entreprises.

4.2 Obligations financières et comptables

L'association tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et aux dispositions réglementaires en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312.1 du code de l'action sociale et des familles. Elle respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Conformément à l'article R.314-3 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille avant le 31 octobre de l'année qui précède celle à laquelle elles se rapportent, les propositions budgétaires et leurs annexes. Ces documents sont accompagnés des objectifs d'intervention.

Conformément à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille, avant le 30 avril de l'année n+1, le compte administratif. Il est accompagné du rapport d'activité mentionné à l'article R.314-50 du code de l'action sociale et des familles et du rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée dont la trame est fixée par celle-ci.

L'ensemble de ces documents est à adresser à :

Département de l'Isère
Direction de l'insertion et de la famille
17-19 rue Commandant l'Herminier
B.P. 1096
38022 Grenoble cedex 1

Le rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée doit être également transmis aux Directeurs de l'Agglomération grenobloise et Voironnais Chartreuse :

Département de l'Isère
Direction de l'Agglomération grenobloise
32, rue de New York
CS60097
38024 Grenoble cedex 1

Département de l'Isère
Direction du Voironnais-Chartreuse
785 route de Saint-Jean
38500 Coulevie

En cas d'absence des documents demandés aux dates indiquées, le Département de l'Isère sera en droit de suspendre son financement.

4.3 Instances

L'association sera invitée à participer à :

- une commission départementale « Prévention Jeunesse » qui se réunit au moins une fois par an sous la présidence du Conseil général. Elle est composée de conseillers généraux, de représentants élus, des collectivités territoriales, des associations habilitées à conduire la Prévention spécialisée, les chantiers éducatifs et des organismes ayant une mission d'animation de prévention. Elle définit les orientations prioritaires, les objectifs généraux ainsi que les modalités d'évaluation des objectifs fixés, préalablement à l'élaboration des conventions et dans le respect du rapport d'orientation.
- des coordinations techniques territoriales « Prévention Jeunesse » composées des représentants de la Direction territoriale et de la Direction de l'insertion et de la famille du Conseil général de l'Isère, des collectivités locales (communes, EPCI) et de l'association de prévention spécialisée et/ou de l'animation de prévention intervenant sur ce territoire. Elles définissent chaque année les objectifs en fonction des besoins recensés sur le territoire. Elles procèdent à l'évaluation de la réalisation de ces objectifs dans le respect des orientations départementales et des conventions.

A la demande des membres d'une coordination technique territoriale «Prévention Jeunesse, une réunion avec les élus peut être mise en place.

Les conseils d'administration des associations et autres organes délibérant fixent des orientations à leurs services en référence aux orientations départementales et éventuels protocoles conclus avec les différentes collectivités locales des territoires sur lesquels interviennent les équipes.

Afin de renforcer le partenariat, les coordinations techniques territoriales pourront mettre en place des documents cadres précisant les modalités de collaboration technique pour la mise en œuvre des missions d'animation de prévention et de prévention spécialisée dans les territoires. Ces modalités seront discutées lors des coordinations territoriales et adaptées aux réalités et enjeux territoriaux.

4.4 Obligations administratives

L'association s'engage à informer « sans délai » et par écrit le Département de tout changement intervenant dans ses statuts et de toute autre modification associative.

La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la convention et le reversement des sommes au prorata du budget annuel prévisionnel non réalisé.

4.5 Obligations de responsabilité et d'assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrit tout contrat d'assurance de nature à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Sur demande du Département, l'association devra justifier de l'existence des polices d'assurance.

4.6 Obligations diverses, sociales et fiscales

L'association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à son objet.

Elle fait son affaire personnelle de toutes taxes et redevances futures ou présentes constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché en aucune façon à ce sujet.

L'association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel.

4.7 Contrôle par le Département

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatées par lui pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département.

Article 5 Communication

5.1 Communication institutionnelle

Pour le service de prévention spécialisée le signataire de la présente convention devra faire figurer dans l'ensemble des courriers, notifications, documents, actes de facturation ou de versement financier la formule suivante : Action de prévention spécialisée conduite pour le compte du Conseil général de l'Isère, dans le cadre de sa politique publique : enfance et famille.

Les lettres et supports de communication (dépliants, affiches, etc.) comporteront le logotype ci-dessous :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire les supports et chartes permettant la réalisation de cette communication, elle devra être destinataire d'un jeu de papeterie ou autre support réalisé.

Le non-respect des clauses de communication et d'identification visées aux articles 5 expose le prestataire à une pénalité correspondant à 10 % du total du montant de la prestation appliquée au moment de la présentation du rapport final de l'action. Le prestataire s'engage à assurer le libre accès aux dossiers et locaux, aux agents du Conseil général ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

5.2 Identification

Le signataire de la présente convention devra faire figurer sur le bureau des agents et services qu'il mobilise pour le compte du Département dans le cadre de la présente convention, un chevalet et une étiquette de bureau identifiant la déclinaison suivante :

- Lorsque le prestataire agit dans un bâtiment départemental, l'étiquetage des bureaux mentionnera uniquement le nom de la personne occupante ou la nature de l'activité, sans exigence de charte graphique.

- Lorsque le prestataire agit dans un bâtiment non départemental, les bureaux seront étiquetés et équipés de chevalets de la manière suivante :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire la signalétique et les chevalets permettant la réalisation de cette identification.

Article 6 : Evaluation

Le Département procèdera à l'évaluation des actions en organisant deux réunions par territoire d'intervention en présence d'un représentant de la Direction territoriale du territoire d'intervention, agglomérations grenobloise et Voironnais Chartreuse, éventuellement d'un représentant de la Direction de l'insertion et de la famille ainsi que des partenaires impliqués dans ces actions.

La première réunion permettra d'effectuer un bilan d'étape et sera organisée à mi année 2015.

Lors de la seconde réunion, qui se tiendra à mi année 2016, après réception du rapport d'activité de l'association, l'ensemble des actions réalisées en 2015 seront évaluées.

Article 7 : Durée

La présente convention d'objectifs est établie pour les années 2015, 2016 et 2017 et prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Article 8 : Résiliation de la convention

Elle est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficulté d'appréciation quant au contenu de la convention, les parties rechercheront toutes solutions amiables avant de recourir à la voie contentieuse.

Article 9 : Cessibilité

La présente convention ne saurait être cédée, ni transmise.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux dont deux remis au Département et un original à l'association.

Fait à Grenoble, le

Le Président
Du C.O.D.A.S.E.

Jean Balestas

Le Président du Conseil général
de l'Isère

Alain Cottalorda



Convention relative aux actions de prévention spécialisée de l'association Médiation Education Développement Intervention Accompagnement Nord Isérois (M.E.D.I.A.N)

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil général en exercice, Monsieur Alain Cottalorda, dûment habilité à signer la présente convention par décision de la commission permanente du 21 novembre 2014,

Ci-après dénommé le Département,

Et

L'association Médiation Education Développement Intervention Accompagnement Nord Isérois (M E D I A N), association loi 1901, journal officiel du 13 décembre 1997, dont le siège est sis ZA de la cruizille – 20/22 rue Emile Romanet 38090 Villefontaine, représentée par sa Présidente Madame Claire Thoinet ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée l'association,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté n° 98-4909 en date du 2 décembre 1998 relatif à l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et l'arrêté n°2008-10178 en date du 24 octobre 2008 relatif à l'autorisation de fonctionnement, délivrés au service de prévention spécialisée de l'association M.E.D.I.A.N ;

Vu le rapport d'orientation relatif à la prévention spécialisée adopté par l'assemblée permanente le 6 février 2004,

Vu la décision de l'assemblée départementale en date du 12 décembre 2013 approuvant la charte déontologique de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention,

Vu la charte de la prévention spécialisée et d'animation de prévention cosignée par le Département et l'association M.E.D.I.A.N,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le code de l'action sociale et des familles (article L.221-1) précise que le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du Département chargé notamment parmi les autres missions indiquées, "d'organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L.121-2".

Les actions mentionnées au 2° de l'article 121-2 sont les "actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu".

Au titre de l'article L.312-1, I, 1°, les services de prévention spécialisée sont des services relevant de la catégorie des établissements et services sociaux et médico-sociaux. En application de l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, le service de prévention spécialisée de l'association M E D I A N, comme indiqué dans les considérants, est autorisé et habilité par le Président du Conseil général de l'Isère.

Par ailleurs, l'assemblée départementale a adopté le 12 décembre 2013 les orientations départementales relatives à la prévention spécialisée. Ces orientations ont pour objectif de définir un cadre de référence de la prévention spécialisée devant prendre en compte l'évolution des problématiques éducatives et sociales, incluant celles relatives à la sécurité publique.

Elles affirment notamment le fondement éducatif de l'action de la prévention spécialisée, complémentaire d'autres interventions, auprès :

- de jeunes en risque de marginalisation ou de ségrégation sociale et culturelle,
- de jeunes en conflit ouvert avec leur environnement,
- de jeunes en danger d'isolement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les actions menées par l'association et détermine les modalités de financement du Département associées à ces actions.

Article 2 : Dispositions générales

Conformément au code de l'action sociale et des familles, le Président du Conseil général de l'Isère a délivré à l'association M.E.D.I.A.N, l'autorisation de fonctionnement prévue dans son article L.313-1-1 pour les établissements et services relevant de l'article L.312-1, I, 1° par arrêté n°2008-10178. Elle a par ailleurs été habilitée par arrêté n° 4909 du 26 novembre 1998.

Le Département de l'Isère confie à cette association la mise en œuvre de la mission de prévention spécialisée sur le territoire de la Direction territoriale de la Portes des Alpes (communes de Villefontaine, l'Isle d'Abeau, Bourgoin-Jallieu, La Verpillière) et sur le territoire de la Direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois (canton de Pont de Chéruc, commune de Tignieu-Jamezieu).

Cette mission s'exerce en cohérence avec les autres actions de prévention menées sur ces territoires par le Département et les autres partenaires de ce secteur d'activité.

La définition des objectifs et des modalités d'intervention de l'association doit être élaborée en concertation avec les directeurs des territoires d'intervention de Portes des Alpes et du Haut-Rhône dauphinois, et les représentants des communes concernées qui sont des partenaires essentiels dans ce domaine.

Ce projet est établi en référence au diagnostic partagé par l'ensemble des intervenants auprès des jeunes sur le territoire d'intervention de l'association.

Article 3 : Engagements du Département

3.1 - Obligations générales

Le Département, au titre de ses compétences :

- fixe au niveau départemental les publics prioritaires et les partenariats à développer concernant particulièrement l'animation, l'éducation, l'insertion et la sécurité,

- met en place des modalités d'évaluation des actions entreprises,
- impulse des modalités de partenariat avec les professionnels de la prévention spécialisée, en conformité avec les orientations départementales,
- soutient l'élaboration de projets d'intervention adaptés aux besoins recensés,
- favorise la participation de la prévention spécialisée aux instances de pilotage des dispositifs mettant en œuvre les politiques publiques concourant à cette mission.

3.2 – Financement

Conformément à l'article R.314-105 3° du code de l'action sociale et des familles, le financement du service de prévention spécialisée de l'association est assuré sous la forme d'une dotation globale versée par le département dans les conditions précisées aux articles R.314-106 à R.314-109 de ce code. En application de ce même code, le montant des charges nettes d'exploitation est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil général.

La fixation de la dotation globale des actions de prévention spécialisée est réalisée conformément aux modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.314-1 et R.314-1 et suivants.

La dotation globale est versée sous forme de douzième conformément à l'article R.314-105 du code de l'action sociale et des familles.

En application de l'article R.314-108, dans le cas où la dotation globale de financement n'a pas été arrêtée avant le 1^{er} janvier de l'année de l'exercice en cause, et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, le Département règle des acomptes mensuels égaux au douzième du montant de la dotation globale de l'exercice antérieur. Dans ce cas, la régularisation s'effectuera le mois suivant la notification de l'arrêté prévu du premier alinéa de l'article susvisé et en un seul versement.

Le montant de la régularisation correspondra à la différence entre le total des acomptes versés avant la notification de l'arrêté et le total des douzièmes qui auraient dû être versés si la dotation globale avait été fixée au 1^{er} janvier de l'année. Si un trop versé est constaté, le montant sera déduit du douzième versé suivant la notification de l'arrêté. Si les acomptes versés représentent une somme moins importante que les douzièmes qui auraient dû être versés si le budget avait été fixé au 1^{er} janvier, le reliquat sera versé avec le douzième payé suivant la notification de l'arrêté.

Article 4 : Obligations de l'association

4.1 - Obligations générales

L'association s'engage :

- à se conformer aux orientations fixées dans le rapport d'orientation précité,
- à se référer aux principes contenus dans la charte,
- à participer à la commission locale de prévention spécialisée, chargée de procéder régulièrement aux ajustements nécessaires selon l'évolution des problématiques constatées et de mettre en place un processus d'évaluation des actions entreprises.

4.2 Obligations financières et comptables

L'association tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et aux dispositions réglementaires en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Elle respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Conformément à l'article R.314-3 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille avant le 31 octobre de l'année qui précède celle à laquelle elles se rapportent, les propositions budgétaires et leurs annexes. Ces documents sont accompagnés des objectifs d'intervention.

Conformément à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille, avant le 30 avril de l'année n+1, le compte administratif. Il est accompagné du rapport d'activité mentionné à l'article R.314-50 du code de l'action sociale et des familles et du rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée dont la trame est fixée par celle-ci.

L'ensemble de ces documents est à adresser à :

Département de l'Isère
Direction de l'insertion et de la famille
17-19 rue Commandant l'Herminier - B.P. 1096- 38022 Grenoble cedex 1

Le rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée doit être également transmis aux Directeurs des territoires de la Porte des Alpes et du Haut-Rhône dauphinois à l'adresse ci-dessous :

Département de l'Isère
Maison de la Porte des Alpes
18 avenue Frédéric Dard - CS 90051
38300 Bourgoin-Jallieu

Département de l'Isère
Maison du Haut-Rhône dauphinois
46 impasse de l'ancienne gare - BP 138
38460 Crémieu

En cas d'absence des documents demandés aux dates indiquées, le Département de l'Isère sera en droit de suspendre son financement.

4.3 Instances

L'association sera invitée à participer à :

- une commission départementale « Prévention Jeunesse » qui se réunit au moins une fois par an sous la présidence du Conseil général. Elle est composée de conseillers généraux, de représentants élus, des collectivités territoriales, des associations habilitées à conduire la Prévention spécialisée, les chantiers éducatifs et des organismes ayant une mission d'animation de prévention. Elle définit les orientations prioritaires, les objectifs généraux ainsi que les modalités d'évaluation des objectifs fixés, préalablement à l'élaboration des conventions et dans le respect du rapport d'orientation.

- des coordinations techniques territoriales « Prévention Jeunesse » composées des représentants de la Direction territoriale et de la Direction de l'insertion et de la famille du Conseil général de l'Isère, des collectivités locales (communes, EPCI) et de l'association de prévention spécialisée et/ou de l'animation de prévention intervenant sur ce territoire. Elles définissent chaque année les objectifs en fonction des besoins recensés sur le territoire. Elles procèdent à l'évaluation de la réalisation de ces objectifs dans le respect des orientations départementales et des conventions.

A la demande des membres d'une coordination technique territoriale « Prévention Jeunesse », une réunion avec les élus peut être mise en place.

Les conseils d'administration des associations et autres organes délibérant fixent des orientations à leurs services en référence aux orientations départementales et éventuels protocoles conclus avec les différentes collectivités locales des territoires sur lesquels interviennent les équipes.

Afin de renforcer le partenariat, les coordinations techniques territoriales pourront mettre en place des documents cadres précisant les modalités de collaboration technique pour la mise en œuvre des missions d'animation de prévention et de prévention spécialisée dans les territoires. Ces modalités seront discutées lors des coordinations territoriales et adaptées aux réalités et enjeux territoriaux.

4.4 Obligations administratives

L'association s'engage à informer "sans délai" et par écrit le Département de tout changement intervenant dans ses statuts et de toute autre modification associative.

La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la convention et le reversement des sommes au prorata du budget annuel prévisionnel non réalisé.

4.5 Obligations de responsabilités et d'assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrit tout contrat d'assurance de nature à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Sur demande du Département, l'association devra justifier de l'existence des polices d'assurance.

4.6 Obligations diverses, sociales et fiscales

L'association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à son objet.

Elle fait son affaire personnelle de toutes taxes et redevances futures ou présentes constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché en aucune façon à ce sujet.

L'association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel.

4.7 Contrôle par le Département

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département.

Article 5 Communication

5.1 Communication institutionnelle

Pour le service de prévention spécialisée, le signataire de la présente convention devra faire figurer dans l'ensemble des courriers, notifications, documents, actes de facturation ou de versement financier la formule suivante : Action de prévention spécialisée conduite pour le compte du Conseil général de l'Isère, dans le cadre de sa politique publique : enfance et famille.

Les lettres et supports de communication (dépliants affiches, etc.) comporteront le logotype ci-dessous :



La Direction de la Communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire les supports et chartes permettant la réalisation de cette communication, elle devra être destinataire d'un jeu de papeterie ou autre support réalisé.

Le non-respect des clauses de communication et d'identification visées aux articles 5 expose le prestataire à une pénalité correspondant à 10 % du total du montant de la prestation appliquée au moment de la présentation du rapport final de l'action. Le prestataire s'engage à assurer le libre accès aux dossiers et locaux, aux agents du conseil général ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

5.2 Identification

Le signataire de la présente convention devra faire figurer sur le bureau des agents et services qu'il mobilise pour le compte du département dans le cadre de la présente convention, un chevalet et une étiquette de bureau identifiant selon la déclinaison suivante :

- lorsque le prestataire agit dans un bâtiment départemental, l'étiquetage des bureaux mentionnera uniquement le nom de la personne occupante ou la nature de l'activité, sans exigence de charte graphique.
- lorsque le prestataire agit dans un bâtiment non départemental, les bureaux seront étiquetés et équipés de chevalets de la manière suivante :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire la signalétique et les chevalets permettant la réalisation de cette identification.

Article 6 : Evaluation

Le Département procédera à l'évaluation des actions en organisant deux réunions par territoire d'intervention en présence d'un représentant de la Direction territoriale du territoire d'intervention, Porte des Alpes et Haut-Rhône dauphinois, éventuellement d'un représentant de la Direction de l'insertion et de la famille ainsi que des partenaires impliqués dans ces actions.

La première réunion permettra d'effectuer un bilan d'étape et sera organisée à mi-année 2015.

Lors de la seconde réunion, qui se tiendra à mi-année 2016, après réception du rapport d'activité de l'association, l'ensemble des actions réalisées en 2015 seront évaluées.

Article 7 : Durée

La présente convention d'objectifs est établie pour les années 2015, 2016 et 2017 et prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Article 8 : Résiliation de la convention

Elle est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficulté d'appréciation quant au contenu de la convention, les parties rechercheront toutes solutions amiables avant de recourir à la voie contentieuse.

Article 9: Cessibilité

La présente convention ne saurait être cédée, ni transmise.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux dont deux remis au Département et un original à l'association.

Fait à Grenoble, le

La Présidente
de M.E.D.I.A.N

Le Président du Conseil général
de l'Isère

Claire Thoinet

Alain Cottalorda



Convention relative aux actions de prévention spécialisée de l'association Prévention en Isère rhodanienne (PREVENIR)

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil général en exercice, Monsieur Alain Cottalorda, dûment habilité à signer la présente convention par décision de la commission permanente du 21 novembre 2014,

Ci-après dénommé le Département,

Et

L'association Prévention en Isère (PREVENIR), anciennement dénommée Association de Agglomération Viennoise pour le Développement de l'Action Socio-Educative (A.A.V.D.A.S.E), dont le siège est situé 9 rue du 11 novembre 38200 Vienne, représentée par sa Présidente Madame Mireille Ronzon, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée l'association,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté n° 98-4905 en date du 26 novembre 1998 relatif à l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et l'arrêté n°2008-10175 en date du 24 octobre 2008 relatif à l'autorisation de fonctionnement, délivrés au service de prévention spécialisée de l'association susvisée;

Vu le rapport d'orientation relatif à la prévention spécialisée adopté par l'assemblée permanente le 6 février 2004,

Vu la décision du 12 décembre 2013 approuvant la charte déontologique de la prévention spécialisée et de l'animation de prévention,

Vu la charte de la prévention spécialisée cosignée par le Département et l'association,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le code de l'action sociale et des familles (article L.221-1) précise que le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du Département chargé notamment parmi les autres missions indiquées, "d'organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L.121-2".

Les actions mentionnées au 2° de l'article 121-2 sont les "actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu".

Au titre de l'article L.312-1, I, 1°, les services de prévention spécialisée sont des services relevant de la catégorie des établissements et services sociaux et médico-sociaux. En application de l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, le service de prévention spécialisée de l'association PREVenIR, comme indiqué dans les considérants, est autorisé et habilité par le Président du Conseil général de l'Isère.

Par ailleurs, l'assemblée départementale a adopté le 12 décembre 2013 les orientations départementales relatives à la prévention spécialisée. Ces orientations ont pour objectif de définir un cadre de référence de la prévention spécialisée devant prendre en compte l'évolution des problématiques éducatives et sociales, incluant celles relatives à la sécurité publique.

Elles affirment notamment le fondement éducatif de l'action de la prévention spécialisée, complémentaire d'autres interventions, auprès :

- de jeunes en risque de marginalisation ou de ségrégation sociale et culturelle,
- de jeunes en conflit ouvert avec leur environnement,
- de jeunes en danger d'isolement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les actions menées par l'association et détermine les modalités de financement du Département associées à ces actions.

Article 2 : Dispositions générales

Conformément au code de l'action sociale et des familles, le Président du Conseil général de l'Isère a délivré à l'association PREVenIR, l'autorisation de fonctionnement prévue dans son article L.313-1-1 pour les établissements et services relevant de l'article L.312-1, I, 1° par arrêté n°2008-10175. Elle a par ailleurs été habilitée par arrêté n° 4905 du 26 novembre 1998.

Le Département de l'Isère confie à cette association la mise en œuvre de la mission de prévention spécialisée sur le territoire de la Direction de l'Isère rhodanienne (Communauté d'agglomération du Pays viennois et Communauté de communes du Pays Roussillonnais).

Cette mission s'exerce en cohérence avec les autres actions de prévention menées sur ces territoires par le Département et les autres partenaires de ce secteur d'activité.

La définition des objectifs et des modalités d'intervention de l'association doit être élaborée en concertation avec la direction de territoire d'intervention, le territoire de l'Isère Rhodanienne, et les représentants des communes concernées qui sont des partenaires essentiels dans ce domaine.

Ce projet est établi en référence au diagnostic partagé par l'ensemble des intervenants auprès des jeunes sur le territoire d'intervention de l'association.

Article 3 : Engagements du Département

3.1 - Obligations générales

Le Département, au titre de ses compétences :

- fixe au niveau départemental les publics prioritaires et les partenariats à développer concernant particulièrement l'animation, l'éducation, l'insertion et la sécurité,

- met en place des modalités d'évaluation des actions entreprises,
- impulse des modalités de partenariat avec les professionnels de la prévention spécialisée, en conformité avec les orientations départementales,
- soutient l'élaboration de projets d'intervention adaptés aux besoins recensés,
- favorise la participation de la prévention spécialisée aux instances de pilotage des dispositifs mettant en œuvre les politiques publiques concourant à cette mission.

3.2 – Financement

Conformément à l'article R.314-105 3° du code de l'action sociale et des familles, le financement du service de prévention spécialisée de l'association est assuré sous la forme d'une dotation globale versée par le département dans les conditions précisées aux articles R.314-106 à R.314-109 de ce code. En application de ce même code, le montant des charges nettes d'exploitation est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil général.

La fixation de la dotation globale des actions de prévention spécialisée est réalisée conformément aux modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1° de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.314-1 et R.314-1 et suivants.

La dotation globale est versée sous forme de douzième conformément à l'article R.314-105 du code de l'action sociale et des familles.

En application de l'article R.314-108, dans le cas où la dotation globale de financement n'a pas été arrêtée avant le 1^{er} janvier de l'année de l'exercice en cause, et jusqu'à l'intervention de la décision qui la fixe, le Département règle des acomptes mensuels égaux au douzième du montant de la dotation globale de l'exercice antérieur. Dans ce cas, la régularisation s'effectuera le mois suivant la notification de l'arrêté prévu du premier alinéa de l'article susvisé et en un seul versement.

Le montant de la régularisation correspondra à la différence entre le total des acomptes versés avant la notification de l'arrêté et le total des douzièmes qui auraient dû être versés si la dotation globale avait été fixée au 1^{er} janvier de l'année. Si un trop versé est constaté, le montant sera déduit du douzième versé suivant la notification de l'arrêté. Si les acomptes versés représentent une somme moins importante que les douzièmes qui auraient dû être versés si le budget avait été fixé au 1^{er} janvier, le reliquat sera versé avec le douzième payé suivant la notification de l'arrêté.

Article 4 : Obligations de l'association

4.1 - Obligations générales

L'association s'engage :

- à se conformer aux orientations fixées dans le rapport d'orientation précité,
- à se référer aux principes contenus dans la charte,
- à participer à la commission locale de prévention spécialisée, chargée de procéder régulièrement aux ajustements nécessaires selon l'évolution des problématiques constatées et de mettre en place un processus d'évaluation des actions entreprises.

4.2 Obligations financières et comptables

L'association tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et aux dispositions réglementaires en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Elle respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Conformément à l'article R.314-3 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille avant le 31 octobre de l'année qui précède celle à laquelle elles se rapportent, les propositions budgétaires et leurs annexes. Ces documents sont accompagnés des objectifs d'intervention.

Conformément à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles et dans les conditions fixées par celui-ci, l'association remet au Président du Conseil général, Direction de l'insertion et de la famille, avant le 30 avril de l'année n+1, le compte administratif. Il est accompagné du rapport d'activité mentionné à l'article R.314-50 du code de l'action sociale et des familles et du rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée dont la trame est fixée par celle-ci.

L'ensemble de ces documents est à adresser à :

Département de l'Isère
Direction de l'insertion et de la famille
17-19 rue Commandant l'Herminier - B.P. 1096- 38022 Grenoble cedex 1

Le rapport d'activité prévu par la charte iséroise de prévention spécialisée doit être également transmis au territoire de l'Isère rhodanienne à l'adresse ci-dessous :

Département de l'Isère
Maison de l'Isère rhodanienne
3 quai Frédéric Mistral
BP 222
38217 Vienne cedex

En cas d'absence des documents demandés aux dates indiquées, le Département de l'Isère sera en droit de suspendre son financement.

4.3 Instances

L'association sera invitée à participer à :

- une commission départementale « Prévention Jeunesse » qui se réunit au moins une fois par an sous la présidence du Conseil général. Elle est composée de conseillers généraux, de représentants élus, des collectivités territoriales, des associations habilitées à conduire la Prévention spécialisée, les chantiers éducatifs et des organismes ayant une mission d'animation de prévention. Elle définit les orientations prioritaires, les objectifs généraux ainsi que les modalités d'évaluation des objectifs fixés, préalablement à l'élaboration des conventions et dans le respect du rapport d'orientation.

- des coordinations techniques territoriales « Prévention Jeunesse » composées des représentants de la Direction territoriale et de la Direction de l'insertion et de la famille du Conseil général de l'Isère, des collectivités locales (communes, EPCI) et de l'association de prévention spécialisée et/ou de l'animation de prévention intervenant sur ce territoire. Elles définissent chaque année les objectifs en fonction des besoins recensés sur le territoire. Elles procèdent à l'évaluation de la réalisation de ces objectifs dans le respect des orientations départementales et des conventions.

A la demande des membres d'une coordination technique territoriale «Prévention Jeunesse, une réunion avec les élus peut être mise en place.

Les conseils d'administration des associations et autres organes délibérant fixent des orientations à leurs services en référence aux orientations départementales et éventuels protocoles conclus avec les différentes collectivités locales des territoires sur lesquels interviennent les équipes.

Afin de renforcer le partenariat, les coordinations techniques territoriales pourront mettre en place des documents cadres précisant les modalités de collaboration technique pour la mise en œuvre des missions d'animation de prévention et de prévention spécialisée dans les territoires. Ces modalités seront discutées lors des coordinations territoriales et adaptées aux réalités et enjeux territoriaux.

4.4 Obligations administratives

L'association s'engage à informer "sans délai" et par écrit le Département de tout changement intervenant dans ses statuts et de toute autre modification associative.

La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la convention et le reversement des sommes au prorata du budget annuel prévisionnel non réalisé.

4.5 Obligations de responsabilités et d'assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association souscrit tout contrat d'assurance de nature à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Sur demande du Département, l'association devra justifier de l'existence des polices d'assurance.

4.6 Obligations diverses, sociales et fiscales

L'association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à son objet.

Elle fait son affaire personnelle de toutes taxes et redevances futures ou présentes constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché en aucune façon à ce sujet.

L'association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel

4.7 Contrôle par le Département

Le Département peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département.

Article 5 Communication

5.1 Communication institutionnelle

Pour le service de prévention spécialisée, le signataire de la présente convention devra faire figurer dans l'ensemble des courriers, notifications, documents, actes de facturation ou de versement financier la formule suivante : action de prévention spécialisée conduite pour le compte du Conseil général de l'Isère, dans le cadre de sa politique publique : enfance et famille.

Les lettres et supports de communication (dépliants affiches, etc) comporteront le logotype ci-dessous :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire les supports et chartes permettant la réalisation de cette communication, elle devra être destinataire d'un jeu de papeterie ou autre support réalisé.

Le non-respect des clauses de communication et d'identification visées aux articles 5 expose le prestataire à une pénalité correspondant à 10 % du total du montant de la prestation appliquée au moment de la présentation du rapport final de l'action. Le prestataire s'engage à assurer le libre accès aux dossiers et locaux, aux agents du conseil général ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

5.2 Identification

Le signataire de la présente convention devra faire figurer sur le bureau des agents et services qu'il mobilise pour le compte du département dans le cadre de la présente convention, un chevalet et une étiquette de bureau identifiant selon la déclinaison suivante :

- lorsque le prestataire agit dans un bâtiment départemental, l'étiquetage des bureaux mentionnera uniquement le nom de la personne occupante ou la nature de l'activité, sans exigence de charte graphique.
- lorsque le prestataire agit dans un bâtiment non départemental, les bureaux seront étiquetés et équipés de chevalets de la manière suivante :



La Direction de la communication du Conseil général mettra à disposition du prestataire la signalétique et les chevalets permettant la réalisation de cette identification.

Article 6 : Evaluation

Le Département procédera à l'évaluation des actions en organisant deux réunions par territoire d'intervention en présence d'un représentant de la Direction territoriale du territoire d'intervention de l'Isère Rhodanienne, éventuellement d'un représentant de la Direction de l'insertion et de la famille ainsi que des partenaires impliqués dans ces actions.

La première réunion permettra d'effectuer un bilan d'étape et sera organisée à mi-année 2015.

Lors de la seconde réunion, qui se tiendra à mi-année 2016, après réception du rapport d'activité de l'association, l'ensemble des actions réalisées en 2015 seront évaluées.

Article 7 : Durée

La présente convention d'objectifs est établie pour les années 2015, 2016 et 2017 et prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Article 8 : Résiliation de la convention

Elle est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficulté d'appréciation quant au contenu de la convention, les parties rechercheront toutes solutions amiables avant de recourir à la voie contentieuse.

Article 9: Cessibilité

La présente convention ne saurait être cédée, ni transmise.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux dont deux remis au Département et un original à l'association.

Fait à Grenoble, le

La Présidente
de PREVenIR

Le Président du Conseil général
de l'Isère

Mireille Ronzon

Alain Cottalorda